

Le risque climatique affecte toute la chaîne de valeur

Activistes. Plus de 135 investisseurs institutionnels, dont Ethos, demandent aux gouvernements un plan contraignant pour réduire les gaz à effet de serre.

Pictet et Ethos viennent de présenter la deuxième enquête Carbon Disclosure Project pour la Suisse, élargie aux cent plus importantes sociétés cotées en Bourse. Quels sont les principaux objectifs d'une telle enquête?

Le Carbon Disclosure Project est né de la volonté d'investisseurs institutionnels, soucieux de développement durable, d'interroger des entreprises du monde entier sur leur stratégie en matière de changement climatique; et de rendre publics les résultats. Ce projet mondial, décliné dans différents pays par des enquêtes nationales, réunit aujourd'hui 385 investisseurs importants, gérant ensemble plus de 57 000 milliards de dollars d'actifs; ce qui leur donne un poids certain en matière de choix d'investissements. L'idée est d'instaurer une transparence sur la manière dont les entreprises appréhendent leurs risques et opportunités face aux changements climatiques. Une information utile aux investisseurs, mais aussi aux entreprises elles-mêmes qui sont peu nombreuses à prendre en compte les effets du réchauffement sur toute leur chaîne de valeur; beaucoup se contentent d'analyser l'impact des évolutions en cours sur leur propre production, sans s'interroger sur la situation de leurs fournisseurs ou clients...



THIERRY PAREL

Quels sont les résultats les plus significatifs pour la Suisse?

Les entreprises helvétiques sont moins nombreuses que leurs homologues australiennes ou brésiliennes à reconnaître le risque matériel que représente pour elles le changement climatique: elles ne sont

que 49% à le déceler; contre 82% en Australie ou 77% au Brésil. Justement parce que les entreprises d'ici – qui ont le sentiment d'être relativement protégées des effets directs des changements de climat – négligent de prendre en compte la totalité de leur chaîne de valeur... Parallèlement, les sociétés suisses sont également

moins nombreuses qu'ailleurs à repérer des opportunités matérielles créées par l'évolution des marchés et de la demande des consommateurs en matière de développement durable: elles ne sont que 45% à déceler de telles opportunités, alors que 65% des entreprises anglaises du FT 100 comptent en profiter.

Il semble toutefois que les entreprises suisses soient largement soucieuses de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre...

En effet, cet objectif est désormais largement intégré par les directions dans les projets de nouvelles constructions ou l'optimisation des transports: 79% des entreprises sondées ont ainsi fourni des données sur leurs émissions de gaz à effet de serre et 67% sur les émissions indirectes dues à l'utilisation d'électricité et de chaleur. Mieux: environ 70% des cent plus grandes entreprises suisses ont mis en place un plan de réduction de ces émissions. Cinq d'entre elles – Lonza, Novartis, Swisscom, Banque cantonale de Berne et UBS – ont même des objectifs chiffrés de réduction en absolu et ont mis en place des programmes de compensation de leurs émissions de gaz induisant un réchauffement climatique.

PROFIL

JEAN LAVILLE

Directeur adjoint de la Fondation Ethos et d'Ethos Services depuis 2002. Membre fondateur et vice-président de l'association Sustainable Finance Geneva.

1988-2002

Gérant de fortune à la Banque Pictet & Cie où il développe le concept de gestion avec des critères de développement durable.

1980 Licence en sciences économiques à HEC Lausanne. Chercheur et enseignant.

Une Bourse d'échange des droits d'émissions de CO₂ va-t-elle se développer en Suisse?

C'est un marché qui s'est malheureusement développé ailleurs: Euronext a pris de l'avance dans ce domaine. Il n'y a pas non plus eu en Suisse de nombreuses créations d'entreprises spécialisées dans les énergies vertes, comme en Allemagne. A part OC Oerlikon, dans le solaire, et

Meyer Burger, qui fabrique des scies adaptées à la découpe de panneaux de silicium.

La Suisse était pourtant pionnière en lançant les premiers fonds de placement labélisés «durables»...

Certaines banques – comme Pictet, Lombard Odier Darier Hentsch, Sarasin – ou

Swisscanto, la centrale des banques cantonales, ont identifié assez tôt le potentiel d'une nouvelle demande des investisseurs pour des produits financiers respectueux de l'environnement; mais peu de start-up ont été créées dans le pays pour développer des technologies vertes.

Au-delà du Carbone Disclosure Project, un groupe d'investisseurs – que vous qualifiez d'«activistes» – veut aller plus loin en demandant aux gouvernements de fixer des normes contraignantes de réduction des gaz à effet de serre pour l'après-Kyoto.

L'IIGCC – International Investors Group on Climate Change – réunit 135 investisseurs institutionnels, dont Ethos, ayant quelque 6400 milliards de dollars sous gestion. Il a rendu public le 11 novembre, avant la conférence des Nations Unies sur le changement climatique qui doit se tenir du 1^{er} au 12 décembre à Poznan, en Pologne; une Déclaration demandant aux chefs des délégations gouvernementales de prévoir un accord ferme et contraignant sur le climat. L'idée est d'obtenir, après la première réduction de 8% des émissions de gaz à effet de serre prévue par les accords de Kyoto d'ici à 2012; une réduction globale de 30 à 50% des émissions de ces mêmes gaz à l'horizon 2050, avec des exigences plus contraignantes pour les pays développés que pour les pays en développement.

IL Y A UNE CHANCE À SAISIR POUR LANCER UN «GREEN NEW DEAL» DANS PLUSIEURS PAYS.

La crise financière en cours, qui menace d'affecter sévèrement l'économie, ne va-t-elle pas balayer tous ces beaux projets?

Il y a au contraire une chance historique à saisir pour lancer un «Green New Deal»: plusieurs pays en parlent. Aux Etats-Unis, Barack Obama, le président élu, a clairement indiqué son intention de soutenir les énergies vertes. ○

PROPOS RECUEILLIS PAR GENEVIÈVE BRUNET